

ST 40

Controverses et politisation de la science et de l'expertise à l'échelle européenne
Controversies and politicisation of science and expertise at the European level

Responsables scientifiques :

Carole KERDUEL (Collège d'Europe / Triangle) carole.kerduel@coleurope.eu

Cécile ROBERT (Sciences Po Lyon, Triangle) cecile.robert@sciencespo-lyon.fr

L'omniprésence de l'expertise, comme mode de légitimation, à l'échelle européenne, constitue un enseignement majeur des études européennes. Elle représente un registre privilégié d'interaction avec les acteurs institutionnels et politiques auquel recourent la plupart de leurs interlocuteurs (intérêts économiques, ONG, administrations nationales). Les enquêtes sur les groupes d'experts de la Commission européenne ont ainsi documenté la pluralité des définitions de l'expertise mobilisées (Gornitzka et Sverdrup, 2015) et soulignent la multiplicité de ses usages politiques (Rimkutė et Haverland, 2015).

On s'est en revanche moins intéressé aux controverses qui visent pourtant de façon croissante l'expertise. La composition et le rôle joué par des instances comme les groupes d'experts permettent d'abord de documenter la mise en concurrence, depuis le tournant du siècle, des savoirs académiques, voire de la science, avec d'autres formes d'expertise, reconnues notamment aux groupes d'intérêts (Chalmers, 2013 ; Robert, 2025). Pour cette raison notamment, elles sont, avec les agences européennes, l'objet de mobilisations croissantes (Abazi et al, 2021), pointant les « conflits d'intérêts » (Boullier, 2021) dans lesquels l'expertise serait saisie. Les ONG et la gauche du Parlement européen (PE) en ont fait leur cheval de bataille : elles dénoncent l'insuffisante représentation des profils académiques, et s'alarment de la dépendance de l'expertise scientifique aux intérêts économiques (Colli et Kerremans, 2021). Plus récemment, à l'appui de la remise en cause des normes environnementales ou sanitaires, la droite et l'extrême droite, avec le soutien d'intérêts commerciaux et industriels, ont contesté l'objectivité des savoirs scientifiques, présentés comme les instruments de stratégies politiques ou réduits à des postures idéologiques. Ces débats donnent ainsi à voir des processus de politisation de l'expertise européenne autour de la définition de la science et de son rôle dans le gouvernement de l'UE.

C'est à mieux comprendre la place reconnue aux savoirs scientifiques, tant dans les discours politiques que dans le fonctionnement concret des instances d'expertise, que cette session thématique s'attachera. A cet effet, elle accueillera des travaux portant sur des procédures d'expertise (groupes d'experts, agences, structures ad hoc au sein du PE ou de la Commission, etc.) et/ou sur les mobilisations politiques dont elles font l'objet sur trois dimensions :

1. Mobilisations et mises en débat de l'expertise : Quels acteurs se saisissent de ces sujets à l'échelle européenne ? Dans quelles circonstances ? Autour de quelles lignes de clivages politiques et/ou institutionnelles ? Rencontrent et/ou prolongent-ils des mobilisations parmi les groupes d'intérêts ? Quelle(s) dimension(s) de l'expertise est mise en question ?
2. Sélection des experts : A quel titre et sur le fondement de quelle forme d'expertise sont-ils désignés comme tels ? Parmi les profils scientifiques, quelle(s) discipline(s) dominant ? Le genre, l'appartenance nationale, ou encore l'origine ethnique jouent-ils un rôle dans la sélection des experts ? Dans la continuité des travaux sur les trajectoires d'experts (Dakowska, 2021 ; Demortain, 2021 ; Robert, 2010), on s'intéressera à ce qui détermine leur engagement. Cherchent-ils à défendre le rôle de la science dans le débat public (Zaki & Dupont, 2024) ? Quel est son impact sur leur carrière et leur sous-champ disciplinaire ?
3. Production de l'expertise : Dans la lignée des enquêtes sur les formes d'argumentation qui s'y déploient (Krick & Gornitzka, 2020), on s'intéressera aux règles formelles et informelles encadrant les délibérations ? Quelle est la place donnée aux scientifiques ? Quelles ressources discursives y sont valorisées ? Comment les discussions méthodologiques reflètent et/ou alimentent-elles des conclusions et options politiques concurrentes ?

Cette section thématique réunira des travaux ancrés empiriquement, et présentant une diversité d'approches théoriques et méthodologiques.

The omnipresence of expertise, as a mode of legitimation at the European level, represents a major finding of European studies. It serves as a favoured register of interaction with institutional and political actors, one to which most of their interlocutors—economic interests, NGOs, national administrations—resort. Research on the European Commission's

expert groups has documented the plurality of definitions of the expertise mobilized (Gornitzka and Sverdrup, 2015) and highlighted the multiplicity of its political uses (Rimkutė and Haverland, 2015).

By contrast, less attention has been paid to controversies increasingly surrounding expertise. The composition and role of bodies such as expert groups shed light, since the turn of the century, on the competition between academic knowledge—and even science itself—and other forms of expertise, notably produced by interest groups (Chalmers, 2013; Robert, 2025). For this very reason, such bodies, alongside European agencies, have become the focus of growing mobilizations (Abazi et al., 2021), pointing to the “conflicts of interest” (Boullier, 2021) in which expertise is supposedly implicated. NGOs and the left of the European Parliament (EP) have made this their rallying cry: they denounce the insufficient representation of academic profiles and warn against the dependence of scientific expertise on economic interests (Colli and Kerremans, 2021). More recently, in the context of challenges to environmental and health standards, the right and far right, supported by commercial and industrial interests, have contested the objectivity of scientific knowledge, portraying it as an instrument of political strategies or as no more than ideological posturing. These debates thus reveal processes of politicization of European expertise centred on the definition of science and its role in EU governance.

This thematic session seeks to shed light on the place recognized to scientific knowledge, both in political discourse and in the concrete functioning of expert bodies. To this end, it will welcome contributions addressing expertise procedures (expert groups, agencies, ad hoc structures within the EP or the Commission, etc.) and/or the political mobilizations they attract, along three dimensions:

1. Mobilizations and debates on expertise: Which actors engage with these issues at the European level? Under what circumstances? Along which political and/or institutional cleavages? Do they intersect with, or extend, mobilizations among interest groups? Which dimension(s) of expertise are being questioned?
2. Selection of experts: On what grounds, and based on which forms of expertise, are individuals designated as experts? Among scientific profiles, which disciplines predominate? Do gender, nationality, or ethnic background play a role in expert selection? In line with research on expert trajectories (Dakowska, 2021; Demortain, 2021; Robert, 2010), this session will explore the factors shaping their engagement. Do experts seek to defend the role of science in public debate (Zaki & Dupont, 2024)? What impact does their involvement have on their careers and disciplinary subfields?
3. Production of expertise: Building on studies of argumentative practices (Krick & Gornitzka, 2020), this dimension focuses on the formal and informal rules structuring deliberations. What place is given to scientists? Which discursive resources are valued? How do methodological discussions reflect and/or fuel competing political conclusions and options?

This thematic section will bring together empirically grounded research, showcasing a diversity of theoretical and methodological approaches.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Abazi, V., Adriaensen, J., & Christiansen, T. (Eds.) (2020). *The Contestation of Expertise in the European Union*, Palgrave. European Administrative Governance.
- Boullier, H. (2021). « Derrière le spectre des « conflits d'intérêts » généralisés. Les agences face aux défis de l'évaluation réglementaire de produits », *Natures Sciences Sociétés*, 29(1), pp.103-108.
- Chalmers, A. W. (2013), “Getting a Seat at the Table: Capital, Capture and Expert Groups in the European Union”, *West European Politics*, 37(5), pp.976–992.
- Colli, F., & Kerremans, B. (2021). *Winning Hearts, Losing Minds: Politicisation and the Contestation of Expertise in the Context of TTIP Negotiations*. In V. Abazi, J. Adriaensen, & T. Christiansen (Eds.), *The Contestation of Expertise in the European Union*, pp. 67-90.
- Dakowska, D. (2020). *Créer des experts à son image. La Commission européenne et les politiques de l'enseignement supérieur*, *Politix*, 130(2), 137-164.
- Demortain, D. (2021). « Être chercheur, devenir expert ? L'économie morale du rapport à l'expertise dans un laboratoire de toxicologie », *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, 15(1), pp.1-20.
- Gornitzka, Å., & Sverdrup, U. (2015). “Societal Inclusion in Expert Venues: Participation of Interest Groups and Business in the European Commission Expert Groups”, *Politics and Governance*, 3(1), pp.151-165.

- Krick, E., & Gornitzka, Å. (2020). "Tracing scientisation in the EU Commission's expert group system", *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, 37(2), pp. 319–339.
- Rimkutė, D., and M. Haverland. (2015). "How does the European Commission use Scientific Expertise? Results from a Survey of Scientific Members of the Commission's Expert Committees", *Comparative European Politics* 13(4), pp.430–449.
- Robert, C. (2010). "Who are the European experts and on what grounds? Profiles, trajectories and expert "careers" of the European Commission", *French Politics*, 8(2), pp.248-274.
- Robert, C. (2025). « Réformer l'Union européenne au nom de l'intérêt général. Quelle postérité des mobilisations pour la transparence et l'encadrement du lobbying ? », *Mouvements*, 119(2), pp.120-129.
- Zaki, B. L. & Dupont, C. (2024). "Understanding political learning by scientific experts: a case of EU climate policy", *Journal of European Public Policy*, 31(7), pp.1993-2025.